

16 000 postes d'enseignants supprimés

NON A LA SAIGNEE !

Des faits qui parlent

- La part du PIB français destinée aux enseignements primaires et secondaires a diminué dans la période récente en passant de 4,5% en 1995 à 3,9% en 2006.

- Suppressions de postes, avec Sarkozy, la liquidation s'accroît tous les ans.

2007 : 8 700

2008 : 11 200

2009 : 13 500

2010 : 16 000

2011 : 17 000

- Dans l'Eure, 49 postes vont être supprimés dans le primaire pour 350 élèves supplémentaires et 28 postes supprimés dans le secondaire pour 600 élèves en plus !

- Dans l'Eure, encore, des écoles devront fermées comme sur le canton d'Etrépigny (2 écoles !).

- Dans l'Eure, toujours, des enseignements sont menacés : 2 BTS, 1 CAP et 2 Bacs Pro !

Le gouvernement poursuit son entreprise d'instauration d'une école à plusieurs vitesses. Il veut supprimer à la rentrée 2011, 16 000 postes d'enseignants.

Cela ferait 66 400 postes supprimés depuis le début du quinquennat, soit 8 % des effectifs ! L'État répond ainsi au dogme libéral de la baisse des dépenses publiques. Or, cela ne répond en rien aux besoins réels des populations.

D'autant que, depuis l'an 2000, la natalité est repartie à la hausse. Ces mesures se traduiraient, à la rentrée prochaine, par une nouvelle dégradation des conditions d'accueil des élèves, notamment en maternelle, primaire et au collège.

Et ce n'est pas seulement moins d'école, mais une autre école que l'UMP est en train de bâtir sous nos yeux; une école à plusieurs vitesses, une école du tri : pour les plus riches et ceux qui réussissent, des filières et des établissements d'excellence, pour les autres, le minimum vital pour sortir du système scolaire en étant corvéable à merci et « adapté » aux besoins du patronat.

Face à cela il y a besoin de défendre le service public d'éducation nationale. Après une première mobilisation le 22 janvier et la journée de grève du 10 février, nous devons continuer de faire entendre la nécessité, pour l'avenir du pays et des enfants, d'une relance du service public d'éducation nationale.

Menaces sur l'enseignement professionnel

L'objectif du gouvernement est de réduire voire supprimer l'enseignement professionnel par souci d'économies sur le dos des jeunes. En réduisant l'offre dans le secteur public, il crée une aubaine pour l'enseignement privé. La lutte paie comme le montre le lycée professionnel de Vernon où une demi-classe de CSS (carrières sanitaires et sociales) a été sauvée malgré une forte volonté de la supprimer.

Quant à la suppression de la DP6 (découverte professionnelle 6 heures), ce n'est pas une suppression d'après le rectorat mais une révision de l'offre ! Quelle nuance !

Autre argument : les lycées de la région sont trop largement dotés pour ce genre de structure et sont au-dessus des moyennes régionales et nationales. Il faut donc rééquilibrer.

Les représentants du Rectorat ont clairement dit aux enseignants : « *Nous appliquons une politique d'un gouvernement démocratiquement élu. Par conséquent, si vous voulez une autre politique, il ne tient qu'à vous de la faire changer* ». Bonne idée ! Nous y travaillons !

Des élus à vos côtés :

L'année dernière a été marquée par d'importantes mobilisations pour empêcher des fermetures de classes.

Les élus communistes ont été particulièrement présents pour défendre leurs écoles comme Valéry Beuriot et Gérard Grimault sur Brionne, Thierry Desfresnes et José Laheyte sur Evreux, Gaëtan Levitre au Manoir, Marcel Larmanou pour Gisors,...

A la mairie, au département ou à la Région, les élus communistes sont les relais des luttes !

Ecole, dans les luttes, dans les urnes, imposer une autre politique

Une réforme progressiste de l'école, comprenant la lutte contre la difficulté scolaire, les inégalités, l'amélioration des conditions d'étude, la reconnaissance du handicap... nécessite des moyens, notamment humains, et une meilleure formation des enseignants.

Le PCF propose :

- de cesser toute nouvelle suppression de postes et d'engager un **plan de recrutement massif** pour répondre aux besoins des élèves. De pré-recruter les futurs enseignants dès la première année d'université avec une allocation d'autonomie. L'élévation du niveau chez les enseignants, est indissociable de leur stabilité donc de leur statut de fonctionnaire d'Etat.
- de lancer un **grand plan de lutte contre l'échec scolaire** en s'attaquant aux causes des difficultés scolaires. Articuler recherche pédagogique et pratique, s'attaquer aux véritables causes de la difficulté scolaire sans culpabiliser élèves, parents et enseignants.
- d'ouvrir une **nouvelle phase de démocratisation scolaire** avec comme axes forts : la lutte contre les inégalités face à l'école, l'ambition de la réussite de tous les élèves, l'élévation du niveau de connaissances d'une classe d'âge avec la scolarité obligatoire de 3 à 18 ans.
- une formation répondant à l'enjeu de la complexité des savoirs, de l'ambition d'une culture commune de haut niveau.

Prenons contact !

☐ Je souhaite rester en contact avec le groupe de travail "Education des communistes de l'Eure

☐ Je souhaite être informé des initiatives et des positions des communistes de l'Eure

☐ Je souhaite adhérer au Parti Communiste Français

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Commune :

Téléphone :

Courriel :

Bulletin à retourner à :

PCF 27- 63 rue Saint Thomas -BP 855 - 27 008 Evreux cedex

Tél. : 02.32.39.46.82 ; Courriel : pcf27@wanadoo.fr ;

site : www.27.pcf.fr

Des élus à vos côtés :

Dans un courrier au Recteur en date du 17 janvier 2011, Andrée OGER, conseillère générale du canton de Saint André, s'inquiète du chiffre catastrophique de 41 % de jeunes de son canton "sortant du système scolaire sans formation sur le canton !" Un chiffre "surprenant alors que les résultats scolaires (dans le canton) jusqu'au collège sont dans la bonne moyenne nationale."

Et de pointer l'absence d'établissement de formation au-delà de la 3ème pour un bassin de vie de plus de 25 000 habitants, la quasi absence de transport en commun pour Evreux à part les transports scolaires et des trajets d'une heure matin et soir et 6 jours sur 7 dans le car pour Evreux. Cela ne les place pas dans des conditions favorables pour leurs études.

Ces chiffres ne font que valider une revendication de longue date des communistes de l'Eure :

Il faut un lycée en vallée d'Eure !